



MANUFACTURES
NATIONALES - SÈVRES
MOBILIER NATIONAL

**MARCHÉ D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES
INSTALLATIONS
DE CHAUFFAGE, VENTILATION, TRAITEMENT D'AIR,
CLIMATISATION, EAU CHAUDE SANITAIRE ET PLOMBERIE
- SITES DU MOBILIER NATIONAL : PARIS & SITES RATTACHÉS -**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
COMMUN A TOUS LES LOTS
(C.C.A.P)**

Marché n°2025-AOO-09

SOMMAIRE

Article 1. OBJET ET NATURE DU MARCHÉ.....	5
1.1 Identification du Pouvoir adjudicateur	5
1.2 Objet du marché.....	5
1.3 Contenu des prestations attendues.....	6
1.4 Forme du marché	7
1.5 Livraisons complémentaires et /ou prestations similaires	8
Article 2. DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	8
Article 3. DURÉE DU MARCHÉ	8
Article 4. ORGANISATION DES PARTIES	9
4.1 Pouvoir adjudicateur	9
4.2 Le Titulaire.....	9
4.3 Sous-traitance	10
Article 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS	11
5.1 Pièces contractuelles particulières	11
5.2 Pièces générales.....	13
5.3 Pièces législatives et réglementaires	13
Article 6. OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ DES CONTRACTANTS	13
6.1 Responsabilité contractuelle	13
6.2 Responsabilité délictuelle	14
6.3 Assurances.....	14
6.4 Garanties	15
6.4.1 Garantie technique	15
6.4.2 Garanties de parfait achèvement (GPA) et décennale.....	15
6.5 Qualifications professionnelles.....	16
6.6 Subrogation	16
Article 7. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
7.1 Généralités	16
7.2 Considérations environnementales	16
7.3 Conduite, maintenance et petit entretien (P2)	17
7.4 Gros entretien et renouvellement (P3 - Garantie totale) – Lots n°1 et n°2.....	17
7.5 Travaux obligatoires (P3 - Obligatoire) – Lot n°1.....	17
7.6 Spécificité des prestations à bons de commande autres que P2 et P3	17
7.6.1 Délai d'établissement des devis – prestations à prix unitaires	17
7.6.2 Délai d'exécution des prestations commandées	18
7.6.3 Modalités d'exécutions des bons de commandes	19
7.6.4 Transmission des bons de commande.....	19
7.6.5 Bons de commande modificatifs	19
7.6.6 Réception des prestations et travaux sur bons de commande.....	19
7.6.7 Exclusivité.....	20
7.7 Prise en charge des installations	21

7.8	Personnel du Titulaire	22
7.8.1	Désignation.....	22
7.8.2	Obligation de réserve.....	22
7.8.3	Respect des principes de la République.....	22
7.8.4	Formation	23
7.8.5	Règlement et comportement	23
7.8.6	Contrôle de l'exécution des obligations.....	23
Article 8.	INSTALLATIONS CLASSÉES ICPE	23
Article 9.	VÉRIFICATION - RÉCEPTION	23
Article 10.	DÉFINITION DES PRIX ET MODALITÉS DE VARIATION.....	24
10.1	Dispositions générales sur les prix	24
10.1.1	P2 - Prestations de surveillance, conduite et petit entretien	25
10.1.2	P3 – Garantie totale – Lots n°1 et n°2.....	25
10.1.3	P3 – Travaux obligatoire (P3O) – Lot n°1	26
10.1.4	Prestations à bons de commandes	26
10.2	Montant annuel du marché.....	26
10.3	Variation des prix	27
10.3.1	Mois d'établissement des prix	27
10.3.2	Modalités de révision.....	27
10.3.3	Révision des prestations P2	27
10.3.4	Révision des prestations P3 (garantie totale et travaux obligatoires)	28
10.3.5	Révision des prestations prévues au Bordereau de Prix Unitaires (BPU).....	28
10.3.6	Bénéfice de la variation	28
Article 11.	GESTION DE L'ÉNERGIE	29
11.1	Typologie des prestations	29
11.2	Obligations de suivi des consommations énergétiques	29
11.3	Certificat d'Economie d'Energie (CEE).....	29
Article 12.	CONSTITUTION ET SUIVI DU COMPTE GER – Lots n°1 et n°2.....	29
Article 13.	AVANCE.....	31
Article 14.	MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES	31
14.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	31
14.2	Périodicité du règlement.....	31
14.3	Demande de paiement	32
14.4	Délai global de paiement	33
14.5	Intérêts moratoires	33
14.6	Répartition des paiements.....	33
14.7	Application de la TVA	33
14.8	Paieement des cotraitants	33
14.9	Paieement des sous-traitants	33
Article 15.	ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	34
15.1	Evolution de la réglementation.....	34
15.2	Défaillance d'un membre du groupement	34
15.2.1	Remplacement d'un membre défaillant.....	34
15.2.2	Remplacement du mandataire défaillant.....	34
15.3	Disparition ou évolution d'un indice de révision de prix.....	35
15.4	Modification des prestations prévues au bordereau des prix unitaires	35
15.5	Modification de la consistance du patrimoine (parc des matériels et/ou des bâtiments)	35
15.5.1	Dispositions générales	35

15.5.2	Dispositions spécifiquement applicables à l'hypothèse du retrait de bâtiment ou du retrait de site.....	37
15.5.3	Dispositions spécifiquement applicables à l'hypothèse de la réhabilitation de bâtiments.....	37
Article 16.	RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	37
16.1	Surveillance - Contrôle.....	37
16.2	Incidents.....	38
16.3	Sinistres.....	38
Article 17.	PÉNALITÉS.....	38
17.1	Dispositions générales	38
17.2	Pénalités générales	40
17.3	Pénalités sur le taux de couverture pompe à chaleur (PAC) et le coefficient de performance PAC 42	
17.3.1	Formule de calcul du taux annuel de couverture PAC	43
17.3.2	Formule de calcul du COP PAC annuel assurant uniquement le chauffage.....	43
17.3.3	Pénalités sur un taux annuel minimum de couverture PAC.....	44
17.3.4	Pénalités en cas de diminution du COP pour une PAC assurant uniquement le chauffage.....	44
17.4	Pénalités spécifiques aux prestations de chauffage et climatisation.....	44
17.5	Pénalités spécifiques aux prestations d'eau chaude sanitaire	44
17.6	Pénalités spécifiques aux prestations P3 garantie totale, travaux obligatoires et des prestations faisant l'objet de bons de commande	45
17.7	Pénalités spécifiques aux conditions de chantier	46
17.7.1	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	46
17.7.2	Pénalités en cas de non-respect des règles de sécurité et d'hygiène du chantier	46
Article 18.	REMISE DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE	46
Article 19.	RESILIATION	47
19.1	Conditions de résiliation	47
19.2	Redressement ou liquidation judiciaire.....	48
Article 20.	NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE.....	49
Article 21.	LITIGES	49
Article 22.	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS À REMETTRE DURANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ 50	
22.1	Documents à produire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.....	50
22.2	Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution du marché	51
22.3	Documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français.....	51
Article 23.	DROIT ET LANGUE	51
Article 24.	ELECTION DE DOMICILE	51
Article 25.	DEROGATION AU CCAG-FCS.....	52

Article 1. OBJET ET NATURE DU MARCHE

1.1 Identification du Pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « Manufactures nationales – Sèvres – Mobilier national ».

Adresse : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris

SIRET : 939 106 274 00011

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, traitement d'air, eau glacée, eau chaude sanitaire et plomberie sur les sites du Mobilier national (Paris et sites rattachés).

Le marché comporte les prestations suivantes, et détaillées ci-dessous :

- Prestations de type P2 : prestations de conduite et d'entretien courant P2 des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'eau chaude sanitaire et de plomberie ;
- Prestations de type P3 : prestations de gros entretien renouvellement, garantie totale forfaitaire et transparente ;
- Une liste de travaux obligatoires, dite P3O, suivant un calendrier établi par le Pouvoir adjudicateur ;
- Des prestations à bons de commandes (BPU), qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité, ou à des modernisations.

		P2	P3	P3O	BPU
Lot 1	Site de Paris	Oui	Oui	Oui	Oui
Lot 2	Site des réserves externalisées, Rungis	Oui	Oui	Non	Oui
Lot 3	Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais	Oui	Non	Non	Oui
Lot 4	Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève	Oui	Non	Non	Oui

Les descriptions des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots.

1.3 Contenu des prestations attendues

Le marché comporte l'exécution des prestations ci-dessous :

- Prestations de type P2 : prestations de conduite et d'entretien courant P2 des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'eau chaude sanitaire et de plomberie ;
- Prestations de type P3 : prestations de gros entretien renouvellement, garantie totale forfaitaire et transparente ;
- Liste de travaux obligatoires, dite P3O, suivant un calendrier établi par le Pouvoir adjudicateur ;
- Prestations à bons de commandes (BPU), qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité ou à des modernisations.

Néanmoins, le périmètre des prestations diffère suivant les lots concernés :

		P2	P3	P3O	BPU
Lot 1	Site de Paris	Oui	Oui	Oui	Oui
Lot 2	Site des réserves externalisées, Rungis	Oui	Oui	Non	Oui
Lot 3	Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais	Oui	Non	Non	Oui
Lot 4	Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève	Oui	Non	Non	Oui

Les descriptions des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.4 Forme du marché

Chaque lot prend la forme d'un **accord-cadre « composite »** correspondant, pour partie à un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conclu à prix unitaires, avec un seul opérateur économique (mono-attributaire) et, pour partie à un marché ordinaire à prix forfaitaire tel que détaillé ci-après.

Concernant le lot n°1 :

- La partie traitée sous la forme d'un **marché ordinaire** est conclue à prix global et forfaitaire et correspond aux prestations P2, P3 Garantie totale et P3O Travaux obligatoires ;
- La partie traitée sous la forme d'un **accord-cadre** est conclue à prix unitaires avec maximum passé en application des articles R.2162-1, R.2162-2, R. 2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP), correspondant aux prestations qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, ni dans le P3O pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité ou à des modernisations nécessaires.

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum.

Le montant maximum est établi à :

- 40 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

Concernant le lot n°2 :

- La partie traitée sous la forme d'un **marché ordinaire** est conclue à prix global et forfaitaire, et correspond aux prestations P2 et P3 Garantie totale ;
- La partie traitée sous la forme d'un **accord-cadre** est conclue à prix unitaires avec maximum passé en application des articles R.2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 à R.2162-6 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP), correspondant aux prestations qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité ou à des modernisations nécessaires.

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum.

Le montant maximum est établi à :

- 40 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

Concernant les lots n°3 et n°4 :

- La partie traitée sous la forme d'un **marché ordinaire** est conclue à prix global et forfaitaire, et correspond aux prestations P2 ;
- La partie traitée sous la forme d'un **accord-cadre** est conclue à prix unitaires avec maximum passé en application des articles R.2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 à R.2162-6, et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP), correspondant aux prestations qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité ou à des modernisations nécessaires.

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum.

Le montant maximum est établi à :

- Lot n°3 : 25 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses ;
- Lot n°4 : 40 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

1.5 Livraisons complémentaires et /ou prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement, sans mise en concurrence, un ou plusieurs marchés sur le fondement des articles R. 2122-4 et R. 2122-7 du code de la commande publique, ayant pour objet la livraison de fournitures complémentaires ou la réalisation de prestations similaires.

Article 2. **DECOMPOSITION DU MARCHÉ**

Les prestations sont réparties géographiquement, en 4 lots :

- ❖ **Lot n°1** : Site de Paris :
 - Mobilier national et Nouvelles Manufactures, situés au 1, rue Berbier du Mets – 75013 Paris
 - Manufactures des Gobelins et Galerie des Gobelins, situés au 42, avenue des Gobelins – 75013 Paris
- ❖ **Lot n°2** : Site des réserves externalisées, situées à Rungis (94150)
- ❖ **Lot n°3** : Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais, situé 24, rue Henri Brispot – 60000 Beauvais
- ❖ **Lot n°4** : Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève, situé Impasse des liciers – 34700 Lodève

Le présent CCAP est commun à l'ensemble de ces lots.

Article 3. **DURÉE DU MARCHÉ**

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du marché, jusqu'au 31 août 2026. A titre informatif, il est envisagé une notification au cours de la 1ère semaine du mois de septembre 2025 (échéance prévisionnelle).

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, par tacite reconduction. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de quatre (4) ans, reconductions éventuelles incluses. Cette durée maximum peut être inférieure à quatre (4) ans, suivant la date de notification du marché.

Dans l'hypothèse où le Mobilier national Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le Titulaire par courrier recommandé au plus tard deux (2) mois avant sa date anniversaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard deux (2) mois suivant la fin de marché.

L'ensemble des lots entrent en vigueur à la date de notification du marché, néanmoins, certains des lots prévoient un début d'exécution des prestations différé :

	Entrée en vigueur du marché	Début d'exécution des prestations
Lot n°1- Site de Paris	A la date de notification du marché	<u>Pour les prestations CVC :</u> <ul style="list-style-type: none"> - <u>pour la sous-station Atelier Teinture</u> : début d'exécution au 1^{er} novembre 2025 - <u>pour toutes les autres installations du site</u> : début d'exécution à la notification du marché <u>Pour les prestations plomberie :</u> <ul style="list-style-type: none"> - début d'exécution à la date de notification du marché
Lot n°2 - Site des réserves externalisées, Rungis		<u>Pour l'ensemble des prestations (prestations CVC et plomberie) :</u> début d'exécution au 1 ^{er} janvier 2026
Lot n°3 - Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais		<u>Pour l'ensemble des prestations (prestations CVC et plomberie) :</u> début d'exécution au 1 ^{er} janvier 2026
Lot n°4 - Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève		<u>Pour l'ensemble des prestations (prestations CVC et plomberie) :</u> début d'exécution à la date de notification du marché

Les débuts d'exécution des prestations différés donnent lieu à l'application de moins-values conformément aux annexes à l'acte d'engagement.

Article 4. ORGANISATION DES PARTIES

4.1 Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est conclu par les Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national, Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay dit « Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national » et ci-après désigné « Pouvoir adjudicateur ».

4.2 Le Titulaire

Le Titulaire du présent marché, pour chaque lot qui le concerne, est l'entreprise ou le groupement d'entreprises mentionné à l'Acte d'Engagement (AE) et désigné indifféremment par le terme :

- Le Titulaire.

Le groupement est soit un groupement solidaire, soit un groupement conjoint.

Si le Titulaire est un groupement conjoint, le présent marché prévoit que son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Le mandataire, en raison de la durée du marché, est par conséquent engagé pour la totalité du marché, reconductions incluses, et doit pallier toute éventuelle défaillance de ses cotraitants.

Le mandataire, désigné dans l'acte d'engagement en conformité avec la lettre de candidature et l'AE, représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire certifie qu'il est en règle vis à vis des lois fiscales et sociales et s'engage en outre :

- A informer le Pouvoir adjudicateur, dès qu'elles se produisent, de toutes modifications dans son statut (notamment la forme juridique, le montant du capital, l'objet social, l'actionnaire majoritaire, toute cession totale ou partielle d'activités, de même qu'en cas de dépôt de bilan et de redressement judiciaire),
- A produire les pièces mentionnées à l'article D 8222-5 du code du travail à la conclusion du marché, et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution.

Ces dispositions sont applicables à chaque cotraitant dans l'hypothèse où le Titulaire est un groupement d'entreprises.

4.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conforme aux exigences du code de la commande publique relative à la sous-traitance dans les marchés publics.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir adjudicateur, par courrier électronique, un dossier de demande comprenant :

- a) Un acte spécial de sous-traitance (DC4 ou équivalent), daté et signé par le Titulaire et le sous-traitant faisant apparaître les mentions suivantes :
 - La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant (NB : le paiement direct est obligatoire à partir de 600 € TTC (article R.2193-10 du code de la commande publique) ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Les capacités professionnelles (références et/ou qualifications ; moyens humains) et financières du sous-traitant.
- b) Un formulaire DC2 ou équivalent précisant les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant telles qu'exigées lors de la consultation ;
- c) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- d) Les attestations fiscales et sociales du sous-traitant datant de moins de six (6) mois ;
- e) Les attestations d'assurances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le Pouvoir adjudicateur. En cas de sous-traitance, le Titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant de premier rang qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par Pouvoir adjudicateur pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui confient une partie de leurs prestations en sous-traitance doivent faire accepter leur(s) sous-traitant(s) indirect(s) et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que le Titulaire du marché.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus, présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers doivent fournir une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution fait obstacle à la signature du DC4, et par conséquent à l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect, et peut emporter résiliation du marché pour faute conformément à l'article 19 du présent CCAP.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532-9 du code du travail.

Article 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS

5.1 Pièces contractuelles particulières

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement, et ses annexes détaillées ci-dessous pour chaque lot :

Lot n°1	<ul style="list-style-type: none">– Annexe n°0 – Liste des sites concernés et prestations souscrites ;– Annexe n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P2, site par site ;– Annexe n°2 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P3 en garantie totale, site par site ;– Annexe n°3 – P3 travaux obligatoires site par site ;– Annexe n°4 – Bordereau des prix unitaires (BPU)_chauffage ;– Annexe n°5 – Bordereau des prix unitaires (BPU)_plomberie ;– Annexe n°6 – Synthèse ;– Annexe n°7 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement et le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, lesquels feront partie intégrante de cette annexe ;– Annexe n°8 – Désignation des cotraitants et la répartition des prestations.
----------------	---

Lot n°2	<ul style="list-style-type: none"> – Annexe n°0 – Liste des sites concernés et prestations souscrites ; – Annexe n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P2, site par site ; – Annexe n°2 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P3 en garantie totale, site par site ; – Annexe n°3 – Bordereau des prix unitaires (BPU)_chauffage ; – Annexe n°4 – Bordereau des prix unitaires (BPU)_plomberie ; – Annexe n°5 – Synthèse ; – Annexe n°6 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement et le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, lesquels feront partie intégrante de cette annexe ; – Annexe n°7 – Désignation des cotraitants et la répartition des prestations.
Lot n°3 et Lot n°4	<ul style="list-style-type: none"> – Annexe n°0 – Liste des sites concernés et prestations souscrites ; – Annexe n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P2, site par site ; – Annexe n°2 – Bordereau des prix unitaires (BPU)_chauffage ; – Annexe n°3 – Bordereau des prix unitaires (BPU)_plomberie ; – Annexe n°4 – Synthèse ; – Annexe n°5 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement et le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, lesquels feront partie intégrante de cette annexe ; – Annexe n°6 – Désignation des cotraitants et la répartition des prestations.

- L'éventuel document de mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes détaillées ci-dessous pour chaque lot :

Lot n°1	Lot_1_CCTP_Annexe 1_Plans
	Lot_1_CCTP_Annexe 2_Inventaire_CVC_Site Paris
	Lot_1_CCTP_Annexe 3_Inventaire_Pl_Paris
	Lot_1_CCTP_Annexe 4_Gammes_de_maintenance
	Lot_1_CCTP_Annexe 5_Trame_PV_Prise en charge
Lot n°2	Lot_2_CCTP_Annexe 1_Plans
	Lot_2_CCTP_Annexe 2_Inventaire_CVC_Site Rungis
	Lot_2_CCTP_Annexe 3_Inventaire_Pl_Site Rungis
	Lot_2_CCTP_Annexe 4_Gammes_de_maintenance
	Lot_2_CCTP_Annexe 5_Trame_PV_Prise en charge
Lot n°3	Lot_3_CCTP_Annexe 1_Plans
	Lot_3_CCTP_Annexe 2_Inventaire_CVC_Site Beauvais
	Lot_3_CCTP_Annexe 3_Inventaire_Pl_Site Beauvais
	Lot_3_CCTP_Annexe 4_Gammes_de_maintenance

	Lot 3_CCTP_Annexe 5_Trame_PV_Prise en charge
Lot n°4	Lot_4_CCTP_Annexe 1_Plans
	Lot_4_CCTP_Annexe 2_Inventaire_CVC_Site Beauvais
	Lot_4_CCTP_Annexe 3_Inventaire_PL_Site Lodève
	Lot_4_CCTP_Annexe 4_Gammes_de_maintenance
	Lot 4_CCTP_Annexe 5_Trame_PV_Prise en charge

- Les bons de commande ;
- Le Mémoire technique du Titulaire présentant les dispositions que le Titulaire adopte pour l'exécution des prestations.

5.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations expressément prévues par le présent CCAP.
- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP – applicable pour les prestations de CVC.

Ces documents, bien que non joints, sont réputés parfaitement connus du Titulaire qui en accepte l'intégralité des dispositions à l'exclusion des clauses contractuelles y dérogeant.

5.3 Pièces législatives et réglementaires

L'ensemble de la fourniture et des travaux doit être conforme aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés, règlements, normes et à celles de tous les textes subséquents en vigueur au premier jour du mois d'exécution des prestations.

Le Titulaire ne peut, en aucun cas, invoquer l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues. Il doit en outre se tenir informé de toute nouvelle loi ou réglementation, en informer le Pouvoir adjudicateur et appliquer toute nouvelle norme sans augmentation de prix du marché, à l'exception de l'hypothèse prévue à l'article 15.1 « Evolution de la réglementation ».

Article 6. **OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ DES CONTRACTANTS**

6.1 Responsabilité contractuelle

Pendant toute la durée d'exécution des prestations prévues au marché, le Titulaire est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par le présent marché.

La responsabilité du Titulaire ne peut être engagée dans les cas suivants :

- Faute du Pouvoir adjudicateur ;
- Cas de force majeure ;
- Vice ou défaillance de l'installation relevant des garanties contractuelles et légales des constructeurs ou des fournisseurs du Pouvoir adjudicateur, à charge pour le Titulaire de le démontrer, et le cas échéant, de mettre en œuvre lesdites garanties pour le compte du Pouvoir adjudicateur ;

- Mise en conformité des installations, lorsque le Pouvoir adjudicateur n'a pas donné suite aux recommandations du Titulaire ou autres prestataires chargés des contrôles. En tant que sachant, le Titulaire a un devoir permanent de conseil vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur sur la conformité des installations à sa charge.

6.2 Responsabilité délictuelle

En cas de faute ou de manquement du Titulaire distincts du non-respect de ses engagements contractuels, causant un dommage, la responsabilité du Titulaire peut être engagée.

Une telle faute, indépendante des obligations contractuelles du Titulaire, doit être prouvée par le Pouvoir adjudicateur.

6.3 Assurances

Le Titulaire, ainsi que les cotraitants et sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité dans le cadre du présent marché, tant à l'égard des tiers que du Pouvoir adjudicateur. La garantie doit être suffisante et elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

Le Pouvoir adjudicateur exige du Titulaire qu'il produise chaque année un justificatif des assurances souscrites :

- Assurance de responsabilité civile

Le Titulaire du marché doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le Titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers y compris au Pouvoir adjudicateur ou à son représentant, du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire cette attestation en cours d'exécution des prestations, si celles-ci durent sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile. Le contrat comporter des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus. Le Titulaire doit être garanti des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Pouvoir adjudicateur, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les prestations et travaux le cas échéant.

- Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le Titulaire (le cas échéant l'ensemble des cotraitants), et ses éventuels sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du code civil.

Cette assurance doit être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier, quelle que soit la date d'intervention du Titulaire.

Le Titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir adjudicateur.

Les entreprises sont également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil.

6.4 Garanties

6.4.1 Garantie technique

Le matériel fourni par le Titulaire en cours de marché, pour des prestations et travaux exécutés dans le cadre du forfait ou hors forfait, est réputé neuf, et, par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, garanti pendant une durée de deux (2) ans ou pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure. Un certificat de garantie du matériel est fourni à la demande du Pouvoir adjudicateur.

Les carnets de maintenance mentionnent la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première, se produit dans un délai inférieur à un (1) an, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation, ni d'imputation au compte P3.

En cas de travaux neufs réalisés par le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire assiste ce dernier pendant les périodes de garantie dues par les entreprises pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non façons, et fait jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du Pouvoir adjudicateur, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance. Pour la prise en compte des garanties, la date de réception des installations est précisée sur les procès-verbaux de réception.

Le Titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours de marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il émet ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normales de l'installation.

6.4.2 Garanties de parfait achèvement (GPA) et décennale

Les prestations et travaux réalisés au titre des prestations P3 Garantie totale, et P3O et des prestations commandées par bons de commande sur la base du BPU, font l'objet d'une garantie de parfait achèvement et, le cas échéant, d'une garantie décennale, dont le point de départ est la date d'effet de l'admission des prestations au sens de l'article 9 et de la réception des travaux.

Conditions de la GPA :

Le délai de garantie est, sauf prolongation, d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus dans la décision de réception avec réserve(s) ou sous réserve(s) ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état dans lequel il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le Maître d'Ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du Titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le Titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en raison de vices de construction, le délai de garantie peut être prolongé par décision du Maître d'Ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office.

6.5 Qualifications professionnelles

Le Titulaire déclare être détenteur du Certificat de Qualification Professionnelle (QUALIBAT 5213, QUALIBAT 5274, QUALIBAT 5111, QUALIBAT 5112 ou équivalents) ou de titres professionnels, ou de tout document équivalent lui permettant de démontrer sa capacité à réaliser les prestations, et s'engage à avertir immédiatement le Pouvoir adjudicateur en cas de retrait de cette qualification pour quelque cause que ce soit. Il avertit également le Pouvoir adjudicateur dans l'hypothèse où l'un de ses sous-traitants n'aurait plus la capacité de réaliser ses prestations dans les conditions présentées dans sa déclaration de sous-traitance, en termes de capacités techniques et professionnelles.

6.6 Subrogation

Le Pouvoir adjudicateur subroge le Titulaire dans ses droits et actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des Titulaires antérieurs et de tous tiers responsables ou estimés responsables d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il a la charge, objet du présent marché. Le Titulaire fait son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre, étant entendu que le Pouvoir adjudicateur peut être appelé en la cause.

Article 7. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Généralités

A l'issue de la prise en charge des installations, laquelle tient compte, le cas échéant, des débuts d'exécution différés tels que prévus à l'article 3 du présent CCAP et en annexe à l'acte d'engagement, le Titulaire est responsable du bon fonctionnement, du maintien en bon état et de la sécurité des installations qui lui sont confiées.

Le Pouvoir adjudicateur ne peut être mis en cause directement ou indirectement pour les fautes ou infractions commises par le Titulaire.

L'étendue, la description et les spécifications techniques des services objets du marché sont indiquées dans le CCTP.

Le Titulaire doit maintenir/rendre les installations conformes à la législation et à la réglementation en vigueur. Si ces installations cessent d'être conformes ou présentent un dysfonctionnement, le Titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler au Pouvoir adjudicateur et procéder, dans le cadre du forfait, aux diligences nécessaires pour la remise aux normes et/ou en état de fonctionnement normal.

7.2 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental :

- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

- Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tri éventuel, traitement et évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.
- Le titulaire est tenu de produire, à la demande du Pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.
- En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

7.3 Conduite, maintenance et petit entretien (P2)

Le Titulaire exécute les prestations d'exploitation et de maintenance, recouvrant la maintenance préventive et curative conformément aux règles de l'art et aux prescriptions du CCTP.

Ces prestations comprennent toutes les opérations qui concourent au maintien en bon état de fonctionnement des équipements de façon à toujours convenir aux usages auxquels ils sont destinés, jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rendent nécessaire leur remplacement.

Les conditions et limites des prestations d'exploitation et de maintenance sont définies dans le CCTP.

Les prestations sont établies selon un planning prévisionnel remis par le Titulaire, en accord avec le Pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues notamment aux articles 4.3.2 et 6 du CCTP.

Un service d'astreinte tel que décrit au CCTP doit être mis en place par le Titulaire.

7.4 Gros entretien et renouvellement (P3 - Garantie totale) – Lots n°1 et n°2

Le Titulaire assure, pendant toute la durée du marché, les prestations de Gros Entretien Renouvellement (GER), c'est-à-dire les travaux de grosses réparations et de renouvellement des équipements, dans les conditions prévues au marché et notamment au CCTP.

7.5 Travaux obligatoires (P3 - Obligatoire) – Lot n°1

L'exécution de la prestation de type P3O doit respecter le calendrier annexé à l'acte d'engagement et s'exécute conformément aux prescriptions techniques du CCTP.

7.6 Spécificité des prestations à bons de commande autres que P2 et P3

Les prestations sont exécutées après délivrance par voie dématérialisée d'un bon de commande et sur la base d'un devis détaillé préalable, que l'entreprise est tenue d'établir à partir des prix prévus au BPU, avant chaque intervention, à la demande du Pouvoir adjudicateur.

7.6.1 Délai d'établissement des devis – prestations à prix unitaires

Le Titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** après la demande formulée par mél ou par téléphone (doublé d'un mél) par le Pouvoir adjudicateur, pour remettre le(s) devis. En l'absence de remise d'un devis dans le délai sus-indiqué ou de remise d'un devis erroné et/ou ne répondant pas aux besoins exprimés par le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire est susceptible de se voir appliquer la pénalité prévue à l'article 17.6 du présent CCAP.

Ce délai s'applique quels que soient le nombre de devis demandés, la complexité des prestations à envisager, le nombre de sites d'exécution.

Le devis est obligatoirement accompagné d'un calendrier prévisionnel d'exécution.

7.6.2 Délai d'exécution des prestations commandées

Toutes les interventions font l'objet d'un bon de commande délivré par le Pouvoir adjudicateur.

Ce délai inclut la période de préparation, l'approvisionnement, l'installation, les études sommaires d'exécution, la prise en compte des sujétions de phasage et d'enchaînement des tâches, le repliement de chantier, la remise en état, etc.

Les délais sont fonction du degré d'urgence de l'intervention. Ainsi,

- **Pour des prestations ne présentant pas un caractère urgent :**
 - Les dates d'intervention sont déterminées conjointement entre le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur, et sous réserve des dispositions contractuelles liant le Titulaire au Pouvoir adjudicateur. Les discussions se font sur la base du calendrier prévisionnel initial proposé par le Titulaire. En cas d'évolution du calendrier prévisionnel à l'issue des discussions entre les Parties, le Titulaire actualise sa proposition, pour remettre un calendrier conforme à la décision arrêtée par le Pouvoir adjudicateur.
 - Ainsi, sauf dérogation expresse du Pouvoir adjudicateur (précommande, commandes exceptionnelles, commandes nécessitant une fabrication sur mesure, commande en période de fermeture des usines de fabrications), les prestations commandées doivent obligatoirement faire l'objet d'une **planification**, à l'initiative du Titulaire (concrétisée par la remise d'un calendrier d'exécution dont le modèle est normalisé en phase de démarrage du marché), **dans les cinq (5) jours ouvrés** qui suivent la réception du bon de commande et d'un **commencement d'exécution dans la quinzaine** (de date à date) qui suit la réception du bon de commande pour les prestations mettant en œuvre des équipements et matériaux disponibles sur les stocks courants du Titulaire **et dans le mois** pour les prestations mettant en œuvre des matériaux nécessitant un approvisionnement particulier.
- **Pour des prestations présentant un caractère urgent :**
 - Le Titulaire est tenu **d'intervenir sur site dans les deux (2) jours calendaires** qui suivent la réception du bon de commande.
- **Pour des prestations de conservation ou de sauvegarde faisant suite à un sinistre :**
 - Le Titulaire est tenu **d'intervenir sur site dans la demi-journée calendaire** qui suit la demande téléphonique du Pouvoir adjudicateur. La situation sera régularisée au plus tôt par l'envoi par voie dématérialisée du bon de commande.

Est « urgent » au sens du Pouvoir adjudicateur, notamment et non exclusivement :

- Un travail, qui ne saurait supporter d'être différé sans entraîner une dégradation de l'ouvrage et un coût supplémentaire liés à une augmentation de la masse des prestations découlant de cette dégradation ;
- Un travail, qui ne saurait supporter d'être différé, du fait de la survenance d'un événement susceptible d'atteindre à la sécurité des personnes et des biens.

La notion d'urgence est laissée à la seule appréciation du Pouvoir adjudicateur qui n'a pas à la justifier.

En outre, le Titulaire s'engage à disposer d'une activité continue tout au long de l'année, avec une plage horaire d'ouverture quotidienne de six (6) heures minimum, sur au moins quatre (4) jours ouvrés (pas de fermeture estivale annuelle ; pas de fermeture pour inventaire ; un fonctionnement avec des équipes réduites est néanmoins autorisé).

7.6.3 Modalités d'exécutions des bons de commandes

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Pouvoir adjudicateur dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul la qualité pour formuler des observations au Pouvoir adjudicateur.

7.6.4 Transmission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis au Titulaire par mél avec accusé de réception (par retour de mél du Titulaire).

7.6.5 Bons de commande modificatifs

Dans le cadre du présent marché, il est possible de délivrer des bons de commande modificatifs.

La délivrance de bons de commande modificatifs signé par l'autorité habilitée est obligatoire dans les cas suivants :

Prestations supplémentaires ou modificatives ;

- Baisse ou augmentation du montant des travaux.

Si le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord-cadre, aux ordres de service ou bons de commande, le Pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de quinze (15) jours.

7.6.6 Réception des prestations et travaux sur bons de commande

Le présent article déroge aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

Le Titulaire avise le Pouvoir adjudicateur par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux et prestations ont été achevés ou le seront.

Le Pouvoir adjudicateur procède, le Titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de trente jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

A défaut, la réception des travaux et prestations est réputée acquise à l'expiration du délai de trente (30) jours susmentionné.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;

- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le Pouvoir adjudicateur et signé par lui et par le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Pouvoir adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les trente (30) jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certains essais et épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutés après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois (3) mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que celles applicables au procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu ci-dessus.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Pouvoir adjudicateur dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où ces travaux et prestations ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le Pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le Pouvoir adjudicateur doit être précédée de leur réception.

7.6.7 Exclusivité

Pour ces prestations, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas recourir exclusivement au présent accord- cadre (prestations réalisées à bons de commande). Ces prestations pourront en effet être confiées à un tiers si le coût présenté dépasse le coût estimatif du Pouvoir adjudicateur.

7.7 Prise en charge des installations

Il est établi, à la date de prise en charge des installations, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux, dit « procès-verbal de prise en charge », sur la base de l'annexe ad hoc prévue au CCTP pour chacun des lots.

Ce procès-verbal fixe la date de la prise en charge des installations par le Titulaire. Il est signé par toutes les parties concernées.

Pour le lot n°1 qui comporte un début d'exécution différé pour une partie des prestations, il est réalisé deux PV de prise en charge des installations.

A la suite de la prise en charge, le Titulaire s'engage à intervenir sur les installations et leurs équipements faisant l'objet du présent contrat dans leur état de fonctionnement au moment de la prise en charge.

Le Titulaire déclare être informé :

- De la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer la conduite ;
- Des contraintes dues à leur destination ;
- Des contraintes inhérentes aux sites ;
- Des contraintes particulières d'accès liées aux locaux.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP. Le Titulaire porte au procès-verbal de prise en charge toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes.

Des réserves ou inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne le libèrent pas de ses obligations d'exploitation et de maintenance.

Les mises en conformité à la réglementation et l'accessibilité des locaux ou des installations ou de leurs équipements sont à la charge du Pouvoir adjudicateur.

Les parties mentionnent les mises en conformité éventuellement nécessaires et visibles sur le procès-verbal de prise en charge. Le Titulaire dispose d'un délai complémentaire d'un (1) mois à compter de la prise en charge des installations ou de leurs équipements pour faire connaître au Pouvoir adjudicateur, par un courrier recommandé ou par un mail avec accusé de réception, les non-conformités à la réglementation complémentaires détectées. Une fois passé ce délai, si le Titulaire n'a pas signalé au Pouvoir adjudicateur ces non-conformités, le Titulaire doit mettre en place, à ses risques et à ses frais, des moyens provisoires pour assurer les prestations du présent marché et intervenir dans des conditions conformes à la réglementation sur les installations et leurs équipements. Ces moyens provisoires devront être maintenus jusqu'à ce que le Pouvoir adjudicateur ait fait réaliser les travaux nécessaires.

A la suite de la prise en charge, tous les autres travaux nécessaires sur les installations ou leurs équipements et non signalés dans les réserves du procès-verbal de prise en charge sont à la charge du Titulaire.

A cette occasion, il est procédé également à une relève de l'ensemble des compteurs. Les compteurs sont plombés. Ils sont entretenus aux frais du Titulaire par un réparateur agréé. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée tous les ans aux frais du Titulaire par un organisme agréé, choisi d'un commun accord entre le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur. Pour les équipements et matériels nouveaux mis en place en cours du marché, le Titulaire doit prendre connaissance des essais préalables à la mise en service des équipements et des procès-verbaux de réception qui constituent l'état des lieux initial, ainsi que des conditions particulières de mise en jeu de la garantie des équipements.

Il assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours de marché et aux levées des réserves effectuées.

Le point de départ de la responsabilité du Titulaire, pour les équipements neufs, est la décision de réception formulée par le pouvoir adjudicateur sur la base du procès-verbal de prise en charge (PV OPR) constituant l'état des lieux initial, que celui-ci soit affecté de réserves ou non.

7.8 Personnel du Titulaire

7.8.1 Désignation

Le personnel d'intervention et de remplacement est nommément désigné par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché.

Le Titulaire désigne un responsable technique d'exploitation (RE) qui doit être accepté par le Pouvoir adjudicateur et qui est l'interlocuteur direct et habituel du Pouvoir adjudicateur.

Les personnes nommément désignées dans l'offre du Titulaire participent personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

Le personnel d'intervention dispose de diplômes et compétences adaptés, à justifier avant toute intervention des agents, et doit de plus avoir obtenu une habilitation en rapport avec les installations électriques pour pouvoir intervenir.

L'organigramme nominatif et fonctionnel de l'équipe intervenant sur les installations, d'une part, et de l'agence ou de la représentation locale concernée, d'autre part, remis avec le marché, est modifié si nécessaire au démarrage des prestations.

Il est indiqué les qualifications de chaque membre du personnel et les attributions de ce personnel (responsable, contremaître, chef d'équipe, ouvrier, ouvrier spécialiste).

Le Titulaire doit informer le Pouvoir adjudicateur de tout changement de personnel en cours de marché et lui garantir, à l'occasion de ces changements, un niveau de compétence, expérience et qualification du personnel correspondant à ses engagements contractuels. Dans le cas contraire, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le changement de personnel, à charge pour le Titulaire de proposer à nouveau du personnel conforme à ses engagements contractuels. Le Titulaire justifie le niveau de compétence, expérience et qualification du personnel à l'occasion de tout changement de personnel (a minima, par le biais d'un curriculum vitae).

Le Pouvoir adjudicateur peut révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement. Pour ce faire, il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Afin de satisfaire aux obligations de moyen, de résultat et de qualité fixées au présent marché, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander :

- Le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie ;
- Le renforcement en qualification du personnel du Titulaire.

7.8.2 Obligation de réserve

Le Titulaire et son personnel qui, à l'occasion de l'exécution du marché ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser. En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

7.8.3 Respect des principes de la République

Conformément aux dispositions de l'article 1,II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et

de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et s'engage, dans le cadre de l'exécution du contrat, à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, ainsi que le personnel de ses cotraitants ou sous-traitants :

- S'abstiennent de manifester ses opinions religieuses ou politiques ;
- Traitent de façon égale tous les usagers et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

7.8.4 Formation

Le Titulaire doit les actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité. Le Titulaire aura à sa charge la formation initiale de son personnel pour tous les sites, il mettra en place un livret d'accueil regroupant les informations.

Il tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe le Pouvoir adjudicateur à chacune de ses demandes.

7.8.5 Règlement et comportement

Le Titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc.).

Il est rappelé qu'il est interdit d'introduire toute boisson alcoolisée dans les locaux placés sous la responsabilité du Titulaire.

Le personnel du Titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers, des usagers et des utilisateurs des bâtiments du Pouvoir adjudicateur.

7.8.6 Contrôle de l'exécution des obligations

Le Pouvoir adjudicateur peut, à sa charge et à tout moment, effectuer directement ou faire effectuer par toute personne ou entité de son choix, une vérification de toutes les prestations.

En particulier, il est libre de faire auditer, de manière préventive ou à la suite d'un dysfonctionnement, tout ou partie des prestations du Titulaire, qui s'engage à faciliter le travail des auditeurs.

Le Titulaire, dans les conditions prévues par le CCTP, informe sans délai le Pouvoir adjudicateur de tout incident constaté ou de tout incident raisonnablement prévisible. Il lui remet dans un délai de deux (2) jours ouvrés un rapport détaillé décrivant les désordres constatés ou prévisibles, ses causes et les moyens d'y remédier.

Article 8. INSTALLATIONS CLASSÉES ICPE

Aucun site ne dispose d'installations ICPE.

Article 9. VÉRIFICATION - RÉCEPTION

Le Pouvoir adjudicateur désignera au Titulaire du marché un responsable, au sein de ses services techniques, chargé du contrôle et du suivi des prestations.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par la Direction des services techniques conformément aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG « Fournitures Courantes et Services ».

Dans le cadre des décisions après vérification, il sera fait application des dispositions des articles 29 et 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services ».

Article 10. DÉFINITION DES PRIX ET MODALITÉS DE VARIATION

10.1 Dispositions générales sur les prix

Les prix de base du contrat sont ceux figurant dans l'acte d'engagement et ses annexes, telles que détaillées à l'article 5.1 du présent CCAP.

Les prix du marché sont indiqués Hors TVA et comprennent toutes les dépenses, charges ou autres (à l'exception des charges parafiscales) et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, en fonction des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par les pièces contractuelles, ainsi que toutes les prestations décrites dans le présent CCAP et le CCTP.

Cela inclut notamment :

- Les frais de déplacements liés aux interventions des préposés du Titulaire sur les différents sites ;
- Les frais de main d'œuvre ;
- Les frais relatifs au temps passé à la recherche des clefs d'accès aux locaux et prise de rendez-vous ;
- La protection des ouvrages, meubles et immeubles et celle du mobilier contenu dans les locaux pendant l'exécution des prestations (bâchage notamment) ;
- Le déplacement si nécessaire, des meubles contenus dans les locaux et leur remise en place après réalisation de la prestation ;
- La gêne occasionnée par l'encombrement des locaux ou la présence d'occupants ;
- Les difficultés de travail en espace restreint ou à la lumière artificielle ;
- Les frais résultants de la protection réglementaire des chantiers ;
- L'enlèvement des matériels déposés et leur recyclage ;
- Le nettoyage du chantier et la remise en l'état des locaux au fur et à mesure de l'exécution des prestations ;
- Les dépenses afférentes à la fourniture à pied d'œuvre des matériaux et matériels, y compris les manutentions ;
- Les coupures d'eau, d'électricité et de gaz, les remises en service, les essais et les purges d'installations ;
- La remise des différents livrables exigés et attendus au cours de l'exécution du marché ;
- La préparation et la participation aux réunions avec le Pouvoir adjudicateur ;
- Toutes prestations et sujétions résultant de la dépose à effectuer sur des ouvrages conservés dans la mesure où leur dépose ne nécessite pas un matériel particulier.

En cas de défaillance des équipements de conduite, de régulation et des programmes d'automatisme, le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de revenir à un niveau normal d'exploitation (mise en marche forcée des équipements, intervention au niveau des armoires divisionnaires, mise en place de

matériels de substitution de type radiateur électrique, etc.).

Le marché est passé à prix mixte dans les conditions définies ci-dessous.

10.1.1 P2 - Prestations de surveillance, conduite et petit entretien

Cette prestation concerne l'ensemble du périmètre de bâtiments dont le détail figure à l'annexe du CCTP, spécifique à chaque lot.

Les prestations sont réglées par un **prix annuel global et forfaitaire** dont le détail figure en annexe à l'acte d'engagement.

Ce prix annule global et forfaitaire est réputé comprendre :

- La valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires ;
- Les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement ;
- Les frais nécessités par les modifications apportées au matériel à l'initiative du Titulaire ;
- Toutes les opérations d'exploitation et de maintenance énumérées au CCTP et réputées nécessaires pour assurer :
 - Le chauffage des locaux ;
 - Le traitement d'eau des réseaux de chauffage ;
 - La production d'eau chaude sanitaire (ECS) ;
 - Le traitement d'ECS ;
 - Les analyses d'eau de chauffage, d'eau chaude sanitaire et d'eau froide ;
 - Les analyses légionnelles ;
 - Le traitement de l'air (extracteurs, matériel de traitement d'air, hottes, gaines de distribution/extraction) ;
 - L'exploitation et la maintenance des installations de plomberie ;
- Toutes les mesures à prendre pour mettre les usagers et riverains à l'abri de tout désordre et de toute gêne dans leur exploitation ;
- La mise en œuvre des actions attendues dans le cadre du pilotage et du suivi de la performance.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Pouvoir adjudicateur.

10.1.2 P3 – Garantie totale – Lots n°1 et n°2

Pour les lots n°1 et n°2, cette prestation concerne le périmètre de bâtiments dont le détail figure au CCTP et ses annexes.

Les prestations définies au CCTP pour le gros entretien et renouvellement (GER) sont **réglées à prix global et forfaitaire annuel** dont le détail figure en annexe à l'acte d'engagement (annexe spécifique à chaque lot).

Ce prix est réputé comprendre :

- Le contenu des prix tel que prévu à l'article 10.1 ;
- La valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications apportées au matériel à l'initiative du Titulaire ;

- Les opérations énumérées au sein du CCTP.

La prestation couvre les réparations et le remplacement de tous les matériels défectueux de façon à maintenir l'installation en bon état de marche continu, dès lors que le montant du prix d'achat unitaire sur facture d'un matériel employé lors de ladite intervention dépasse **350 € HT**.

Les interventions pouvant être réalisées dans le cadre du P3 Garantie totale sont principalement :

- Les réparations et les maintenances correctives ;
- Les remplacements de matériels considérés comme du maintien d'actif (remplacement à l'identique)
- Les réparations de l'équipement existant pour le maintien en bon état de fonctionnement.

Au titre du P3 Garantie total, le Titulaire ouvre un compte de réserve dit « compte P3 ».

Le Titulaire garde l'initiative de l'utilisation de cette somme qui doit lui permettre d'assurer son obligation de résultat et de garantie totale des installations objet du marché, sous condition obligatoire de présenter la comptabilité d'emploi des sommes reçues au Pouvoir adjudicateur, qui en assure le contrôle.

Les modalités de fonctionnement du compte P3 sont décrites à l'article 12 du présent CCAP.

Pour qu'une intervention soit attribuée au compte « P3 forfaitaire de garantie totale », il est nécessaire que le prix d'achat unitaire sur facture d'un matériel employé lors de ladite intervention dépasse **350 € HT**.

10.1.3 P3 – Travaux obligatoire (P3O) – Lot n°1

Les prestations définies au CCTP sont traitées à prix global et forfaitaire et réglées selon avancement jusqu'à 80% du montant des prestations, le solde étant versé après réception.

10.1.4 Prestations à bons de commandes

Les prestations de travaux hors P2 et P3 sont rémunérées par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée d'exécution maximale des bons de commande est fixée à deux (2) mois après la date d'échéance du marché.

Les bordereaux de prix unitaires (BPU) n'étant potentiellement pas exhaustifs, le Pouvoir adjudicateur peut demander des devis au Titulaire du marché en fonction de ses besoins dans les conditions prévues à l'article 15.4.

10.2 Montant annuel du marché

Suivant les lots, le montant annuel du marché est égal à la somme de tout ou partie des termes suivants :

- Du **terme P2**, révisé comme indiqué ci-après ;
- Du **terme P3 Garantie totale**, révisé comme indiqué ci-après ;
- Du **terme P3 Travaux Obligatoires (P3O)** de l'exercice concerné (selon avancement), révisé comme indiqué ci-après ;
- Des **prestations à bons de commande** qui ont fait l'objet d'une commande lors de l'exercice concerné et révisé comme ci-après.

Il est rappelé ci-après le périmètre des prestations, spécifique à chaque lot :

		P2	P3	P3O	BPU
Lot 1	Site de Paris	Oui	Oui	Oui	Oui
Lot 2	Site des réserves externalisées, Rungis	Oui	Oui	Non	Oui
Lot 3	Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais	Oui	Non	Non	Oui
Lot 4	Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève	Oui	Non	Non	Oui

10.3 Variation des prix

10.3.1 Mois d'établissement des prix

L'ensemble des prix du marché révisables sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise de l'offre par le Titulaire.

Ce mois est appelé "mois zéro" (M0).

Si un indice venait à disparaître avant la fin du marché, et à défaut d'indice de remplacement, il lui serait substitué un indice déterminé par accord des Parties.

10.3.2 Modalités de révision

L'ensemble des prix du marché (P2, P3, P3O et BPU), et pour tous les lots suivant leurs périmètres tels que rappelés à l'article 10.2, sont fermes jusqu'au 1^{er} septembre 2026, puis révisés annuellement au 1^{er} septembre de chaque année, par application des formules ci-dessous.

Les indices de révision des prix sont publiés sur les sites internet de l'INSEE (<http://www.bdm.insee.fr>) et du Moniteur des travaux publics.

10.3.3 Révision des prestations P2

Le montant des prestations P2, défini à l'Annexe 2 de l'acte d'engagement est révisé par application de la formule :

$$P2 = P2_0 \times \text{coefficient de révision } P2$$

Avec :

$$\text{coefficient de révision } P2 = \left[0.15 + 0.70 \times \frac{ICHT\ IME}{ICHT\ IME_0} + 0.15 \times \frac{FSD1}{FSD1_0} \right]$$

P2 : montant du marché révisé

P2₀ : montant du marché au mois zéro

ICHT IME₀ : Dernière valeur connue au mois 0 de l'indice salaires : indice trimestriel du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques), base 100 en décembre 2008 – identifiant : ICHT-IME / 001565183

ICHT IME : la dernière valeur connue définitive prise par l'indice à la date de révision (source : site du Moniteur (www.lemoniteur.fr), dernière valeur définitive connue à la date de révision, date de mise en ligne

faisant foi)

FSD1o : la dernière valeur connue prise par l'indice "Frais et Services Divers 1" au mois 0

FSD1 : la dernière valeur connue définitive prise par l'indice "Frais et Services Divers 1" à la date de révision

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le montant P2 révisé est arrondi au centime supérieur.

Chaque acompte trimestriel est obtenu en divisant le montant P2 révisé par 4, puis arrondi au centime supérieur.

La facture de solde est ajustée selon ces arrondis afin d'obtenir le montant P2.

10.3.4 Révision des prestations P3 (garantie totale et travaux obligatoires)

Le montant des prestations P3 « garantie totale » et « travaux obligatoires » définis à l'acte d'engagement (Annexes 3 et 4) sont révisés par application de la formule :

$$P3n = P3o \times \text{coefficient de révision } P3$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision } P3 = \left[0,15 + \left(0,25 \times \frac{ICHT - IMEo}{ICHT - IME} \right) + 0,60 \times \left(\frac{BT40o}{BT40} \right) \right]$$

P3n : montant du marché révisé

P3o : montant du marché au mois zéro

BT40o : la dernière valeur connue prise par l'indice national du bâtiment "Chauffage central" au mois 0

BT40 : la dernière valeur connue définitive prise par l'indice national du bâtiment "Chauffage central" au mois révisé

ICHT IMEo : Dernière valeur connue au mois 0 de l'indice salaires : indice trimestriel du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques), base 100 en décembre 2008 – identifiant : ICHT-IME / 001565183

ICHT IME : la dernière valeur connue définitive prise par l'indice à la date de révision (source : Site du Moniteur (lemoniteur.fr), dernière valeur définitive connue à la date de révision, date de mise en ligne faisant foi)

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le montant P3 révisé est arrondi au centime supérieur.

Chaque acompte trimestriel est obtenu en divisant le montant P3 révisé par 4, puis arrondi au centime supérieur.

La facture de solde est ajustée selon ces arrondis afin d'obtenir le montant P3.

10.3.5 Révision des prestations prévues au Bordereau de Prix Unitaires (BPU)

La révision des prix est effectuée, par application aux différents postes du Bordereau des Prix Unitaires, des mêmes modalités de révision des prix P3 (article 10.3.4).

10.3.6 Bénéfice de la variation

Les calculs sont à la charge du Titulaire du marché et seront vérifiés par le Pouvoir adjudicateur.

Article 11. GESTION DE L'ÉNERGIE

11.1 Typologie des prestations

La gestion prend la forme des prestations de type PF (Prestation et Forfait).

Le montant des prestations de conduite et d'entretien courant (P2) fait l'objet d'un règlement forfaitaire.

L'approvisionnement en combustible nécessaire pour la réalisation des clauses contractuelles est à la charge du Pouvoir adjudicateur qui en confie l'usage et la gestion au Titulaire pour la réalisation de ses obligations contractuelles.

La garantie totale fait l'objet d'un règlement forfaitaire indépendant de la durée de la saison de chauffe.

11.2 Obligations de suivi des consommations énergétiques

Le Titulaire propose, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du marché, un plan de comptage énergétique par site et adresse toutes les propositions nécessaires pour le fiabiliser (ajout de compteurs).

Le détail des obligations incombant au titulaire est précisé au CCTP.

11.3 Certificat d'Economie d'Energie (CEE)

En application de la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique de la France (dite Loi POPE), amendée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Loi Grenelle II), il a été mis en place un dispositif favorisant les économies d'énergie par la création des Certificats d'économies d'énergie (CEE).

Conformément aux dispositions des décrets et arrêtés pris en application des lois précitées, le Pouvoir adjudicateur a la possibilité de désigner un prestataire pour l'obtention et la valorisation de ses CEE. Ce prestataire pourrait demander les CEE susceptibles d'être obtenus et correspondants aux actions d'efficacité énergétique réalisées.

A cet effet, le Titulaire s'engage à transmettre, exclusivement au Pouvoir adjudicateur ou à son prestataire, l'ensemble des pièces constitutives des dossiers de demande d'obtention de CEE. D'autre part, le Titulaire s'engage à n'effectuer aucune démarche similaire auprès des autorités administratives et de tout autre intervenant qui serait de nature à effectuer un dépôt de dossier en doublon.

Article 12. CONSTITUTION ET SUIVI DU COMPTE GER – Lots n°1 et n°2

Le Titulaire ouvre un compte de réserve dit « compte P3 » destiné au financement des prestations de GER pour l'ensemble des sites faisant l'objet du présent marché.

Le Titulaire garde l'initiative de l'utilisation de cette somme qui doit lui permettre d'assurer son obligation de résultat et de garantie totale des installations objet du marché, sous condition obligatoire de présenter la comptabilité d'emploi des sommes reçues au Pouvoir adjudicateur qui en assure le contrôle.

Pour qu'une intervention soit attribuée au compte « P3 forfaitaire de garantie totale », il est nécessaire que le prix d'achat unitaire sur facture d'un matériel employé lors de ladite intervention dépasse **350 € HT**.

Le Titulaire adresse, dans son rapport annuel, le détail des dépenses qui ont été engagées au titre de la garantie totale. Ces dépenses font l'objet d'un justificatif établi avec le coefficient de vente sur les déboursés de fournitures et matériels, le détail des heures passées multipliées par le taux horaire du personnel intervenant, révisé annuellement.

Au sein du rapport annuel d'exercice, le Titulaire établit et tient à la disposition du Pouvoir adjudicateur, un compte d'exécution, sous format papier et tableur informatique, des prestations de GER qu'il aura réalisées au titre de la garantie totale.

Ce compte d'exécution fait apparaître, à la fin dudit exercice n, le solde S_n obtenu en utilisant la formule :

$$S(n-1) + P3n - (Cn + Mn) = S_n$$

dans laquelle :

$S(n-1)$ est le solde de l'exercice précédent (S_n)

$P3n$ est la somme P3 perçue au titre de l'exercice n

Cn est le coût des matériels utilisés pendant l'exercice n sur la base des factures des fournisseurs affectée du coefficient du Titulaire contractuel

Mn est le montant de la main d'œuvre en attachement contrôlé, suivant le nombre d'heures du personnel employé par le Titulaire, sur l'exercice n

Dans l'hypothèse où les provisions s'avèreraient insuffisantes en cours de marché, le Titulaire n'en conserverait pas moins, et à ses frais, la totalité de ses obligations en matière de GER.

Le Titulaire est tenu de suivre le stock de pièces de P3 dès le début du contrat.

A l'issue de chaque exercice, le Titulaire remet au Pouvoir adjudicateur un état du stock précisant, pour chaque référence de pièce, le nombre de pièces en stock, la valeur unitaire de la pièce en € HT, ainsi que la valeur totale du stock en € HT. Cet état est remis au format Excel.

Le stock restant est remis à titre gratuit par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur à la fin du marché.

Ce compte P3 est apuré au terme du marché, selon les cas de figure suivants :

- **1^{er} cas : compte positif**

Le Pouvoir adjudicateur, peut, à son initiative :

- Soit demander au Titulaire de réaliser des travaux à concurrence du montant du solde ;
- Soit demander au Titulaire la rétrocession de la totalité du solde.

- **2^{ème} cas : compte négatif**

Le Titulaire supporte la totalité de la dépense supplémentaire.

Il est précisé que l'apurement du compte de garantie totale est réalisé globalement pour l'ensemble des bâtiments de chacun des lots concernés par cette prestation.

Dans le cas d'une résiliation avant l'échéance normale du marché, l'apurement du compte de garantie totale est effectué à la date de résiliation.

Le Titulaire est tenu, sous peine de résiliation, de présenter à la demande du Pouvoir adjudicateur, les factures et feuilles d'attachement constituant les justificatifs des dépenses réalisées.

Le taux horaire et le coefficient de vente sur les déboursés sont indiqués dans le cadre de décomposition du prix.

Article 13. AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché concerné, sauf si ce dernier la refuse (dans le cadre de l'acte d'engagement), lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

En application de l'article R2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10% lorsque le Titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

S'agissant des prestations faisant l'objet de bons de commande, une avance est accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-16 et suivants du code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, le Titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 14. MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES

14.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

14.2 Périodicité du règlement

Pour chaque saison de chauffe, les montants forfaitaires P2 et P3 Garantie totale font l'objet de trois (3) acomptes dont les notifications sont adressées au Pouvoir adjudicateur de la façon suivante :

- 30 novembre : 25 % des forfaits annuels du marché de base ;
- 28 février (ou le 29 février, le cas échéant) : 25 % des forfaits annuels du marché de base ;

31 mai : 25 % des forfaits annuels du marché de base. Le solde de la facturation de l'exercice sera arrêté au 31 août de chaque année. Dans le cadre des prestations P3 obligatoire, le paiement se fait à l'avancement jusqu'à 80% du montant de la prestation, le solde étant versé à l'admission des prestations.

Dans le cadre des prestations à bons de commandes, les prestations sont réglées à l'avancement jusqu'à 80% du montant de la prestation, le solde étant versé à la réception des prestations. Les demandes de

paiement sont mensuelles. Le cas échéant, suivant le calendrier d'exécution des prestations et travaux, le Titulaire est libre de présenter une seule demande de paiement (paiement pour solde).

14.3 Demande de paiement

Avant la fin de chaque période, le Titulaire remet sa demande de paiement au Pouvoir adjudicateur sous la forme d'un projet de décompte.

La demande de paiement doit être envoyée sur la solution mutualisée mise à disposition par l'Etat et dénommée « CHORUS PRO », permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures.

Le Titulaire doit se connecter sur <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de déposer ses factures sur le compte du Pouvoir adjudicateur.

La facture comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- Les noms et adresses du Titulaire ;
- Les références au numéro du présent marché ;
- Le numéro de compte postal ou bancaire du Titulaire, tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement ;
- Le lieu et la désignation des prestations ;
- Le montant total hors taxe, la TVA et le montant TTC de la facture ;
- Un tableau récapitulatif reprenant les montants dus pour chacun des sites ;
- La date de facturation ;
- Pour les banques étrangères : le numéro de banque intracommunautaire.

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier ;
- Numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Objet du marché ;
- Numéro et titre du marché et du lot ;
- Numéro de l'engagement juridique ou du bon de commande ;
- Modalités de calcul lors de l'application de la formule de révision du prix (à détailler sur la facture ou en annexe) ;
- Service demandeur ;
- Montant hors TVA ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Taux et montant des éventuelles taxes parafiscales ;
- Montant total TVA incluse ;
- Date de la facturation ;
- N° SIRET.

La facture est accompagnée d'un exemplaire de l'ordre de service ou du bon de commande et d'un relevé d'identité bancaire avec IBAN (seulement pour la première facturation).

14.4 Délai global de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder trente (30) jours.

Le délai de règlement court à compter de la date de réception par le Pouvoir adjudicateur, établie par tout moyen donnant date certaine.

14.5 Intérêts moratoires

Le paiement des prestations du présent marché se fait conformément aux dispositions des articles R. 2191-23 à R. 2191-31 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

14.6 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé respectivement au Titulaire du marché et à ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants.

14.7 Application de la TVA

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la réception des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

14.8 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

14.9 Paiement des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Article 15. ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent CCAP prévoit plusieurs clauses de réexamen détaillées ci-dessous, sans qu'il en découle un droit à modification pour le Titulaire, ni un bouleversement de l'économie du marché ou une interruption de son exécution.

15.1 Evolution de la réglementation

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire a l'obligation de respecter les normes et la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution ou de changement substantiels de la réglementation relative aux prestations confiées au Titulaire en cours d'exécution du marché, les parties se rencontrent afin d'examiner les conditions de poursuite du marché, notamment financières et en termes de délais.

Les parties actent des modifications du marché dans un avenant selon les principes suivants :

- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle avant le dépôt de l'offre du Titulaire sont supportées par le Titulaire ou bénéficient à ce dernier ;
- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle après le dépôt de l'offre du Titulaire sont supportées par le Pouvoir adjudicateur (à la condition que le Titulaire justifie techniquement et financièrement de l'incidence de ce changement de législation ou de réglementation sur ses prestations) ou bénéficient à ce dernier.

15.2 Défaillance d'un membre du groupement

15.2.1 Remplacement d'un membre défaillant

Le mandataire (ou l'ensemble des membres dans le cas d'un groupement solidaire) doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Afin de prendre en compte cette défaillance, un avenant à l'accord-cadre, auquel est annexé un arrêté des comptes, est conclu entre les entreprises restantes et le Pouvoir adjudicateur.

Le mandataire peut également présenter au Pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues. Il est alors fait application des articles R.2193 et suivants du code de la commande publique : le Pouvoir adjudicateur doit préalablement agréer le(s) sous-traitant(s) et accepter les conditions de paiement.

Le mandataire agit alors en qualité d'entrepreneur principal et demeure responsable de la bonne exécution par le sous-traitant des obligations résultant de l'accord-cadre.

15.2.2 Remplacement du mandataire défaillant

Lorsque l'entreprise défaillante est le mandataire du groupement, les cotraitants du marché doivent proposer au Pouvoir adjudicateur un nouveau mandataire choisi parmi eux. Le Pouvoir adjudicateur informe, le cas échéant, le comptable assignataire du changement intervenu si un compte unique a été ouvert au nom du groupement.

Les membres du groupement peuvent également présenter au Pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues pour le mandataire. Il est alors fait application

des articles R.2193 et suivants du code de la commande publique : le Pouvoir adjudicateur doit préalablement agréer le(s) sous-traitant(s) et accepter les conditions de paiement.

15.3 Disparition ou évolution d'un indice de révision de prix

En cas de disparition de l'un des indices de révision du prix des prestations visés par le présent marché, le calcul de la ou des formules de révision s'effectue sur l'indice de remplacement, en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utilisent l'indice le plus proche, sur proposition du Titulaire, et après l'accord du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le Titulaire doit informer le Pouvoir adjudicateur de la modification de la définition et de la composition de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation, ou de la disparition d'un paramètre dans un délai maximal d'un (1) mois à compter de la publication faisant apparaître, pour la première fois, la modification ou la disparition du paramètre. En outre, il doit assortir l'information du Pouvoir adjudicateur d'une proposition d'avenant fondée, lorsqu'elles existent, sur les recommandations des pouvoirs publics annexées à ladite proposition.

15.4 Modification des prestations prévues au bordereau des prix unitaires

Les prestations faisant l'objet de bons de commande sont détaillées dans le BPU.

Néanmoins, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander de manière exceptionnelle d'autres prestations entrant dans l'objet du présent accord-marché, en fonction de besoins nouveaux qui pourraient survenir en cours d'exécution ou en cas d'obsolescence d'une référence, sous réserve que les prix nouveaux se rattachent à une famille de prix existante et aient un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

En cas de besoin d'un nouvel article ne figurant pas dans le BPU initial, le Pouvoir adjudicateur adresse une demande par courriel au Titulaire, afin qu'il remette un devis pour cet article. Le Titulaire a dix (10) jours calendaires pour répondre à la demande du Pouvoir adjudicateur, par l'envoi par courriel des lignes du BPU abondées et valorisées.

En cas d'accord sur ces prix, les parties formalisent leur accord par avenant.

En outre, dans l'hypothèse de l'apparition de produits innovants similaires/substituables à ceux commandés dans le marché initial, l'accord-cadre peut être modifié, après justification du Titulaire de l'innovation des nouveaux modèles proposés, et après acceptation par le Pouvoir adjudicateur du devis proposé par le Titulaire.

Le recours à des évolutions du BPU doit rester limité. En tout état de cause, les modifications projetées ne sauraient avoir pour effet de bouleverser l'économie du présent accord-cadre ou d'entraîner une modification du montant maximal de l'accord-cadre ou d'en changer l'objet.

15.5 Modification de la consistance du patrimoine (parc des matériels et/ou des bâtiments)

15.5.1 Dispositions générales

A chaque évolution du patrimoine ou des prestations à réaliser sur le patrimoine, une demande de modification du marché est adressée par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire du marché.

Elle détaille :

- La date d'effet de modification ;
- La localisation ;
- Les bâtiments, installations ou prestations à ajouter / à retirer / à modifier.

Les modifications peuvent résulter, entre autres, de projets de constructions neuves, de projets de réhabilitations, de modifications des usages, de modulation des espaces, de changement d'occupants, de variation de la fréquentation, d'évolutions des moyens de production thermique, d'améliorations des équipements (mise en place d'une GTB), de modifications de répartitions des obligations entre établissements publics, entre les différents occupants des sites et bâtiments faisant l'objet d'une occupation partagée entre leurs services respectifs.

Ces évolutions étant nécessaires pour l'exécution des services publics et la poursuite de la mission d'intérêt général dont est garant le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne peut refuser leur prise en compte.

Les adjonctions ou retraits de bâtiments, de même que toute autre évolution affectant les conditions d'exploitation du Titulaire, doivent, le cas échéant, être prises en compte par le Titulaire sur la base des prix indiqués à l'acte d'engagement et son annexe financière.

A cet effet, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande de modification émanant du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire remet un projet d'avenant justifiant, au besoin par le biais d'annexes audit avenant :

- L'impact en plus ou moins-value de la modification projetée sur les prix du marché identifiés au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement au titre des postes P2, P3, P3O ;
- L'impact sur les NB et les cibles énergétiques ;
- L'impact sur les différentes clauses de l'accord-cadre, notamment sur les clauses du CCTP et du mémoire technique.

Dans le cas de modifications importantes, sauf accord contraire conclus par les parties, les nouvelles valeurs NB et des cibles énergétiques sont déterminées après une année complète de fonctionnement.

Dans l'hypothèse d'un accord des deux parties, un avenant formalise les modifications conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique. La conclusion de l'avenant doit intervenir dans un délai de trois (3) mois à compter de la remise du projet. A défaut, le Pouvoir adjudicateur prend tout acte visant à entériner la modification.

Le Titulaire est tenu d'intégrer l'impact financier de l'avenant prorata temporis de la date de prise d'effet prévue par l'avenant, dans sa plus proche demande de paiement suivant la conclusion de l'avenant.

A défaut, le Pouvoir adjudicateur peut procéder à un rejet de la facture.

Dans l'hypothèse d'un avenant en moins-value, ou en l'absence de conclusion de l'avenant résultant du refus ou de l'inertie du Titulaire, le Pouvoir adjudicateur peut procéder à sa convenance, et, le cas échéant, de manière cumulative :

- Soit à un rejet de facture(s) fondé sur ce motif ;
- Soit à l'émission d'un titre de recette correspondant au montant de la moins-value, fixé par le Pouvoir adjudicateur sur la base des montants indiqués à l'acte d'engagement et ses annexes ;
- Soit à la compensation (déduction) du montant de la moins-value fixé sur la base des montants indiqués à l'acte d'engagement et ses annexes sur la/les demandes de paiement (factures) présentées par le Titulaire.

Après une mise en demeure non suivie d'effet, tout retard ou absence de remise par le Titulaire d'un projet d'avenant dans le délai prévu au présent article est susceptible d'entraîner l'application de pénalités dans les conditions prévues à l'article 17.

Tout litige résultant de l'application de l'article 15.5 est résolu dans les conditions définies à l'article 21 du présent CCAP.

15.5.2 Dispositions spécifiquement applicables à l'hypothèse du retrait de bâtiment ou du retrait de site

En cas de retrait d'un ou plusieurs bâtiments, de sites, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de son manque à gagner.

Il peut en revanche être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le bâtiment ou le site concerné et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette indemnité dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande de modification émanant du Pouvoir adjudicateur, sous peine de forclusion.

Le Titulaire est tenu de prendre en compte l'impact financier négatif, prorata temporis de la conclusion de l'avenant, dans les conditions définies à l'article 15.5.1.

Les soldes de paiement des différents éléments de rémunération du Titulaire pour le site ou le bâtiment concerné sont calculés comme suit :

- P2 : solde au prorata temporis de l'exercice entamé par rapport au prix P2 indiqué dans l'acte d'engagement et ses annexes selon le bâtiment concerné, révision de prix incluse ;
- P3 Garantie totale et Travaux à bons de commandes engagées dans la période précédant la conclusion de l'avenant avec production des justificatifs et après réception sans réserve.

15.5.3 Dispositions spécifiquement applicables à l'hypothèse de la réhabilitation de bâtiments

Ces dispositions visent les hypothèses tenant aux modifications liées à des opérations de réhabilitation de bâtiment, de modifications des usages, de modulation des espaces, de changement d'occupants ou de modification de la fréquentation.

Le cas échéant, la sollicitation d'un projet d'avenant par le Pouvoir adjudicateur est susceptible d'intervenir dès l'issue de la phase ACT de l'opération concernée et dans les conditions prévues à l'article 15.5.1. Il fait ressortir la situation antérieure et la situation nouvelle. La date de prise d'effet de l'avenant étant la date de prise en charge des installations par le Titulaire, l'avenant doit être notifié avant cette date.

A titre informatif, sur le site de Paris (lot n°1), Manufacture des Gobelins, une opération de réhabilitation est programmée au cours de l'année 2026.

Article 16. RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

16.1 Surveillance - Contrôle

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail.

Le Titulaire doit veiller à ce que l'ensemble des installations du présent marché satisfasse aux obligations réglementaires de contrôle, de surveillance et d'inspection, notamment au titre de la sécurité des installations, des appareils à pression, des économies d'énergie et de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de la protection de l'environnement et des installations classées.

Le Titulaire doit remplir également ses obligations d'usage afin d'uniformiser la température des différents locaux et d'éviter une consommation excessive de combustible. Le Titulaire assure la vérification de l'équilibrage des installations, ainsi que le contrôle et le réglage des systèmes de régulation automatique.

Le Titulaire a la charge de surveiller périodiquement l'état des diverses canalisations des installations.

16.2 Incidents

Le Titulaire doit signaler par écrit au Pouvoir adjudicateur les incidents constatés, ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du Pouvoir adjudicateur et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

A cet égard, le Titulaire conseille le Pouvoir adjudicateur et lui fait connaître les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité de l'installation.

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Titulaire est autorisé à prendre les mesures nécessaires d'urgence. Il doit en aviser le Pouvoir adjudicateur dans les plus courts délais.

16.3 Sinistres

Dès constatation d'un sinistre ou de dommages aux installations résultant du Titulaire, ce dernier doit :

- Déclarer le sinistre à ses assureurs ;
- Prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Informer immédiatement les services du Pouvoir adjudicateur ;
- Prendre des mesures provisoires, afin d'assurer la continuité du service (installations provisoires).

Lorsque le sinistre n'entre pas dans le cadre ci-dessus, le Titulaire doit :

- Prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Informer immédiatement les services du Pouvoir adjudicateur ;
- Prendre des mesures provisoires, afin d'assurer la continuité du service (installations provisoires).

Dans le cas où le Pouvoir adjudicateur estime que la responsabilité du Titulaire peut être engagée, celui-ci lui notifie par un courrier avec accusé de réception.

Dans tous les cas, le Titulaire apporte au Pouvoir adjudicateur, toutes les informations permettant une analyse des causes du sinistre.

Article 17. PÉNALITÉS

17.1 Dispositions générales

Dans les cas prévus ci-après, tout manquement imputable au Titulaire aux obligations qui sont les siennes au titre du présent marché est sanctionné de pénalités, sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités prévues aux articles 17.2, 17.4, 17.5, 17.6 et 17.7, est **plafonné à 15%** du montant total hors taxes du marché (y compris le montant maximal de la partie des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande).

Les pénalités prévues à l'article 17.3 sont exclues de ce plafonnement.

Il est fait application de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS relatif à l'exonération des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sauf stipulation expresse contraire, les pénalités interviennent de plein droit, en cas de retard ou en cas de manquement dans l'exécution de la prestation sur simple constatation du Pouvoir adjudicateur, et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser au Titulaire une mise en demeure préalable.

Le Pouvoir adjudicateur peut néanmoins, à sa convenance et sans que cela constitue pour lui une obligation, se soumettre à cette formalité. Tous les retards ou manquements sont constatés par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur tiers désigné par lui.

Lorsque l'application d'une pénalité est précédée d'une mise en demeure, le Titulaire présente ses observations en réponse. Le Pouvoir adjudicateur précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards ou manquements concernés, ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du Titulaire, le Pouvoir adjudicateur applique les pénalités. Si le Pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ou le manquement n'est pas imputable au Titulaire, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré ou au jour de la constatation du manquement.

Les pénalités ne sont pas libératoires et sont cumulables entre elles pour autant qu'elles sanctionnent un manquement différent. Le cas échéant, les pénalités sont applicables par bâtiment et/ou par site.

Les différentes pénalités sont déduites, par précompte, des factures présentées par le Titulaire (compensation). Si les pénalités sont, en principe, appliquées par précompte sur la facture du mois ou de la période au cours duquel / de laquelle le ou les manquements ont été constatés, le Pouvoir adjudicateur peut toutefois les appliquer, sans limite de délai, par précompte sur une facture autre que celle du mois où le ou les manquements ont été constatés. En tout état de cause, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité alternative ou complémentaire d'émettre des titres de recettes pour obtenir le paiement des pénalités prévues au contrat.

17.2 Pénalités générales

Contenu	Modalités	Montant €
Pénalités pour retard d'intervention hors astreinte Si le délai pour intervenir sur une installation hors astreinte n'est pas respecté dans les conditions définies à l'article dépannage et astreinte du CCTP.	Par heure de retard	80 €
Pénalités pour retard d'intervention en période d'astreinte Si le délai d'intervention sur une installation en période d'astreinte n'est pas respecté dans les conditions définies à l'article dépannage et astreinte du CCTP.	Par heure de retard	100
Pénalités pour retard dans la remise en service des installations Dans les conditions définies à l'article dépannage et astreinte du CCTP.	Par heure de retard	100 €
Non-respect des obligations de maintenance	100 € par constat et 50 € par jour après signalement du manquement	
Non-respect d'une obligation réglementaire ou des règles d'hygiène et de sécurité	200 € par constat et 100 € par jour après signalement du manquement	
Pénalités pour absence d'analyse de l'eau de chauffage, eau chaude sanitaire et autres réseaux	200 € par constat et 100 € par jour de retard après signalement du manquement	
Pénalités pour défaut (omission) de présentation du rapport d'analyse de l'eau de chauffage, eau chaude sanitaire et autres réseaux	Par mois de retard	200 €
Pénalités pour retard dans la transmission des factures Pénalité applicable en cas de non remise de sa facture par le Titulaire au-delà d'un délai de 60 jours à compter du justificatif de fin des travaux.	Par jour et par facture	150 €
Pénalités pour retard dans la remise des documents Pénalité applicable pour l'absence de remise d'un document, quel que soit le document, à l'exception des documents faisant expressément l'objet d'une pénalité prévue au présent article 17. <i>Exemples (liste non limitative) : justificatif / état des consommations, compte rendu, rapports mensuels ou annuels, attestations, certificats, schémas, déclaration de sous-traitance, journal de bord, carnet, inventaire des équipements.</i> Cette pénalité est applicable au lendemain de l'échéance fixée au contrat ou au lendemain de l'expiration du délai prévu au contrat. Cette pénalité est également appliquée lorsque le Titulaire ne répond pas à une demande de communication de tout	Par jour et par document	100 €

document formulée par le Pouvoir adjudicateur, demande assortie d'un délai ou d'une échéance.		
Pénalités pour remise de documents incomplets Pénalité applicable sur constat de la remise d'un document n'ayant pas été mis à jour ou incomplet, quel que soit le document, à l'exception des documents faisant expressément l'objet d'une pénalité prévue au présent article 17 <i>Exemples (liste non limitative) : justificatif / état des consommations, compte rendu, rapports mensuels ou annuels, attestations, certificats, schémas, journal de bord, carnet.</i>	50 € par constat et 100 € par semaine de retard après signalement du manquement, par document	
Pénalités pour retard dans la transmission de tout élément justificatif La pénalité est applicable pour tout retard dans la transmission d'un élément justificatif (contrat de sous-traitance, factures fournisseurs, factures sous-traitants, détail d'heures, etc.) à compter de l'échéance fixée dans la demande du Pouvoir adjudicateur, laquelle ne peut être inférieure à dix (10) jours ouvrés.	Par jour de retard	50 €
Pénalités pour défaut de présence à une réunion Pénalité applicable pour toute absence non prévue et injustifiée	Par absence et par personne	150 €
Pénalités pour retard à une réunion Pénalité applicable pour tout retard non excusé supérieur à trente (30) minutes	Par retard et par personne	50 €
Pénalités pour défaut d'information relative au changement de personnel du Titulaire Cette pénalité est également applicable au personnel des sous-traitants déclarés, acceptés et dont les conditions ont été agréées par le Pouvoir adjudicateur.	Par constat	200 €
Pénalité pour absence de déclaration de sous-traitance Pénalité applicable, après le début d'exécution des prestations par le sous-traitant, lorsque le Titulaire n'a pas déclaré la sous-traitance et n'a pas obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ce manquement est par ailleurs susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP.	1000 € par constat de sous-traitance non déclarée, puis 300 € par jour de retard	
Pénalité pour carence dans la gestion des déchets	Par constat	70 €
Pénalité pour absence de mise à disposition du logiciel de GMAO deux mois après début du marché Pénalité applicable si le Titulaire a proposé la GMAO dans son offre et si le Pouvoir adjudicateur l'a retenue.	Par semaine de retard	80 €
Pénalités pour retard sur la saisie de la GMAO	Par constat	20€

Pénalité applicable si le Titulaire a proposé la GMAO dans son offre et si le Pouvoir adjudicateur l'a retenue.	Par semaine de retard après signalement du manquement	80 €
Pénalités pour travail dissimulé Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par les articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié) Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.	Par constat	10 % du montant TTC du marché
Pénalités applicables aux autres types de manquement Pour tout manquement relevé par le Pouvoir adjudicateur aux stipulations du contrat et ne faisant pas l'objet d'une des pénalités prévues à l'article 17, après une mise en demeure préalable non suivie d'effet, à compter de l'échéance fixée dans la mise en demeure.	Par jour calendaire de retard et par manquement après mise en demeure.	50 €

17.3 Pénalités sur le taux de couverture pompe à chaleur (PAC) et le coefficient de performance PAC

Pour les sites équipés par une pompe à chaleur assurant la production collective du chaud, la pénalité applicable au Titulaire en cas de non-respect des taux de couverture, est établie en fonction des taux de couverture annuel comparés aux taux de couverture minimum, établi à 60% pour la PAC, tels que prévus au CCTP. Le taux de couverture de l'énergie produite est quantifié chaque année en fin d'exercice.

La pénalité applicable en cas de non-respect du coefficient de performance (COP) des pompes à chaleur (PAC) est établie en fonction du COP annuel, qui ne doit pas être inférieur à 2.8.

17.3.1 Formule de calcul du taux annuel de couverture PAC

Taux de couverture PAC

$$T_{PAC} = \frac{Q_{tPAC}}{Q_{totale}}$$

- Q_{PAC} : Quantité de chaleur mesurée à la sortie de la PAC sur l'année.
- Q_{totale} : Quantité de chaleur totale produite sortie chaufferie, soit $Q_{PAC} + Q_{gaz}$
avec Q_{gaz} : Quantité de chaleur produite avec le chaudière d'appoint gaz sur l'année mesurée au compteur à la sortie de la chaudière gaz.

Avec :

Q_{PAC} = Index compteur thermique Sortie PAC à la fin de la saison de chauffe (Juillet / Aout année N+1), en kWh

—

Index compteur thermique Sortie PAC avant la remise en chauffe (Octobre année N),
en kWh

Q_{gaz} = Index compteur thermique sortir chaudière gaz à la fin de la saison de chauffe (Juillet / Aout année N+1), en kWh

—

= Index compteur thermique sortir chaudière gaz avant la remise en chauffe (Octobre année N), en kWh

17.3.2 Formule de calcul du COP PAC annuel assurant uniquement le chauffage

COP PAC

$$COP_{PAC} = \frac{Q_{Thermique\ sortie\ PAC}}{Energie\ Electrique\ absorbée\ par\ la\ PAC}$$

Avec :

$Q_{Thermique\ sortie\ PAC}$ = Index compteur thermique Sortie PAC à la fin de la saison de chauffe (Juillet / Aout année N+1), en kWh

—

Index compteur thermique Sortie PAC avant la remise en chauffe (Octobre année N),
en kWh

$Energie\ Electrique\ absorbée\ par\ la\ PAC$ = Index compteur Electrique sur la phase alimentant la PAC à la fin de la saison de chauffe (Juillet / Aout année N+1), en kWh

—

Index compteur Electrique sur la phase alimentant la PAC avant la remise en chauffe (Octobre année N), en kWh

17.3.3 Pénalités sur un taux annuel minimum de couverture PAC

Afin de s'assurer de l'utilisation prioritaire de la PAC, le Titulaire est pénalisé annuellement si le taux de couverture PAC « Tpac » est inférieur à 60%.

Une pénalité forfaitaire de 1 500 € est appliquée en cas de taux de couverture inférieur à 60%. Le taux de couverture est arrondi au nombre entier supérieur.

17.3.4 Pénalités en cas de diminution du COP pour une PAC assurant uniquement le chauffage

Afin de s'assurer du maintien de la performance des PAC, le Titulaire est pénalisé annuellement si le COP annuel est inférieur à 2.5.

Une pénalité forfaitaire de 1 500€ par dixième d'écart (0.1%) est appliquée.

17.4 Pénalités spécifiques aux prestations de chauffage et climatisation

Contenu	Modalités	Montant
Pénalités pour retard ou interruption Si le chauffage ou la climatisation n'est pas mis en service ou arrêté avec un retard dans les conditions définies au CCTP (en dehors des arrêts techniques convenus avec le Pouvoir adjudicateur). Sont assimilables à ces cas, tous retards à la mise en route ou interruption, chacun d'une durée inférieure à quatre (4) heures consécutives, mais dont la durée totale cumulée pendant la période de chauffage est supérieure à douze (12) heures.	Par heure de retard et par site	70 €
Pénalités pour fourniture insuffisante ou excessive La fourniture, est considérée comme insuffisante ou excessive lorsque la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle, suivant les conditions définies au CCTP.	Par heure au-delà de la période définie au CCTP.	50 €

17.5 Pénalités spécifiques aux prestations d'eau chaude sanitaire

Contenu	Modalités	Montant
Pénalités pour retard ou interruption La prestation est considérée comme non conforme si la fourniture est interrompue dans les conditions définies au CCTP (en dehors des arrêts techniques convenus avec le Pouvoir adjudicateur).	Par heure de retard au-delà de la période définie au CCTP.	70 €
Pénalités pour fourniture insuffisante ou excessive La fourniture d'eau chaude sanitaire est considérée comme insuffisante ou excessive si la température de l'eau chaude	Par heure de retard au-delà de la période définie	30 €

diffère de plus ou moins 5°C de la température contractuelle pendant plus de 4 heures consécutives.		
---	--	--

17.6 Pénalités spécifiques aux prestations P3 garantie totale, travaux obligatoires et des prestations faisant l'objet de bons de commande

Contenu	Modalités	Montant €
Pénalités pour retard dans la transmission de devis ou demande P3 Le Titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour transmettre un devis ou la régularisation d'une demande P3 lorsque les travaux ont dû être effectués en urgence.	Par jour de retard	70 €
Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations et travaux Pénalité applicable en cas de non-respect des délais imposés aux CCTP, ordres de services et bons de commande ou proposés dans les devis.	Par jour de retard	70 €
Pénalités pour retard dans la levée des réserves, selon le calendrier de la réception La pénalité s'applique pour chacune des réserves non levées.	Par jour calendaire de retard, par réserve	60 €
Pénalités au cours de la garantie de parfait achèvement Lors de la garantie de parfait achèvement, l'entreprise se doit d'intervenir dans le délai fixé à la suite de la demande d'intervention.	Par jour calendaire de retard	60 €
Pénalités pour non-respect des taux et coefficient de vente	Par constat	80 €
Pénalités pour travaux non déclarés au Pouvoir adjudicateur	Par constat	300 €
Pénalités pour retard dans la remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) Pénalité applicable en cas de non-respect du délai imposé par le Pouvoir adjudicateur ou par le coordonnateur SPS le cas échéant.	Par jour	50 €
Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution Pénalité applicable, par document, en cas de non-respect des délais imposés aux CCTP, ordres de services et bons de commande ou proposés dans les devis. A titre d'exemple, liste non limitative : les Documents des Ouvrages Exécutés (DOE) lesquels doivent être remis à la date de la réception des matériels, équipements et installations, les notices, factures, etc.	Par jour	40 €

Les manquements non visés par l'une des pénalités prévues au présent article sont susceptibles de faire l'objet des pénalités prévues à l'article 17.1 du présent CCAP.

17.7 Pénalités spécifiques aux conditions de chantier

17.7.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le délai global d'exécution des travaux comprend la période de préparation, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le Titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations sont faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de :

- 300 € par jour de retard dans le repliement des installations de chantier et dans la remise en état des lieux ;
- 300 € par jour calendaire de retard dans le nettoyage du chantier ;
- 300 € par jour calendaire de retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier.

Ces pénalités sont, le cas échéant, et par dérogation à l'article 17.1 du présent CCAP, cumulables avec la pénalité pour retard dans la levée des réserves prévue à l'article 17.6.

17.7.2 Pénalités en cas de non-respect des règles de sécurité et d'hygiène du chantier

Sur constatation du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant :

Contenu	Modalités	Montant €
Absence ou imperfection d'une protection collective	Par constat	150 €
Non-respect des clauses du Plan Général de Coordination ou du Plan d'installation de chantier	Par constat par infraction	150 €
Défaut de clôture	Par jour	150 €
Sortie de chantier non-signalée	Par constat	150 €
Non-nettoyage du chantier, par infraction	Par constat	150 €
Absence de protection des ouvrages et/ou équipements à conserver	Par jour, par constat	400 €
Dépôt de matériaux, gravois en dehors des zones prescrites	Par jour Par m ³	150 €
Non-respect du tri des déchets	Par jour Par m ³	150 €

Article 18. REMISE DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE

Le Titulaire s'engage à laisser, à l'expiration du marché pour quelque cause que ce soit, les installations et leurs équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer au Pouvoir adjudicateur les clefs et moyens d'accès aux installations, ainsi que toute la documentation qui lui a été remise en début du marché ou constituée par lui en cours d'exécution du contrat.

Tous les documents d'exploitation et de maintenance comprenant livrets de chaufferie / sous-station, documents d'ouvrages exécutés, livrets de suivi des installations d'eau chaude sanitaire doivent impérativement être remis au Pouvoir adjudicateur en intégrant les dernières mises à jour. Tous frais de reproduction de ces documents sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire remet six (6) mois avant la fin du marché un état de fonctionnement général, site par site, des installations et un inventaire actualisé.

Sur cette base, le Titulaire accepte d'ores et déjà qu'un constat contradictoire site par site soit réalisé par le Pouvoir adjudicateur ou un tiers désigné par lui, dit « procès-verbal de fin de contrat », deux (2) mois avant l'expiration du contrat.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal et procéder aux travaux de maintenance, réparations et/ou remplacement qui s'avèreraient nécessaires. Dans le cas contraire, le Pouvoir adjudicateur peut faire exécuter lesdits travaux par toute personne de son choix, aux frais et risques du Titulaire, étant précisé qu'en pareille hypothèse, le paiement desdits travaux peut être assuré par le biais d'une réfaction sur les dernières factures du Titulaire ou par tout autre moyen efficace.

Pour garantir la continuité des prestations d'exploitation et de maintenance des installations et équipements, le Titulaire accepte d'ores et déjà, pendant le dernier mois de son contrat, la présence éventuelle de son successeur, sans rémunération supplémentaire.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en la cause pendant l'année qui suit la fin du marché.

Article 19. RESILIATION

19.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS sont applicables.

En complément aux hypothèses de résiliation pour faute du Titulaire prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique ;
- Pour travail dissimulé :
 - Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, et sans préjudice des articles L.8222-1 à L.8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du code de travail, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation ;
 - L'entreprise ainsi mise en demeure apporte au Pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.
- Pour sous-traitance sans acceptation préalable des conditions de paiement :
 - Le recours à la sous-traitance, sans déclaration, ni acceptation préalable et agrément des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.
- Pour fraude au détachement de travailleurs :

- Toute infraction constatée ou portée à connaissance du Pouvoir adjudicateur à la réglementation relative au détachement de travailleurs expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.
- Au cas où le Titulaire aurait tenté de tromper le Pouvoir adjudicateur sur la qualité des fournitures et des prestations ;
- Dans le cas où par la négligence ou mauvaise foi, il ne remplirait pas les obligations du marché après une mise en demeure non suivie d'effet ;
- Après cinq (5) constats d'insuffisance de température et/ou de prestation et après une mise en demeure non suivie d'effet ;
- En cas de transfert non autorisé à un tiers de tout ou partie du marché ;
- Pour faute grave dans les opérations lui incombant ;
- En cas de carence dans l'exploitation dans les conditions ci-après précisées :
 - En cas de carence prolongée de l'exploitant, et après simple lettre de mise en demeure restée huit (8) jours calendaires sans réponse ni effet, le Pouvoir adjudicateur prend, aux frais et aux risques de l'exploitant, les mesures provisoires qui s'imposent, et notamment peut faire intervenir toute entreprise de son choix en remplacement de l'exploitant défaillant. Il est souligné que le fait de grève du personnel de l'exploitant ne saurait constituer une cause de force majeure, ce dernier devant, dans ce cas, faire assurer par tout moyen de son choix toutes les mesures conservatoires s'imposant ;
 - Après une deuxième lettre de mise en demeure restée sans effet, il est procédé à la résiliation du marché.

19.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir adjudicateur par le Titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le Pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Article 20. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

En vue de l'affectation d'un nantissement ou d'une cession de créance du marché pour les termes P2 ou P3, il est précisé que le comptable assignataire chargé du paiement est celui du Pouvoir adjudicateur.

Article 21. LITIGES

Tous litiges pouvant naître entre les parties à l'occasion de l'exécution du présent marché, et qui ne pourraient être résolus de façon amiable entre elles, sont de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
<https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Toutefois, avant de déférer le litige devant le tribunal compétent, le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

A cet effet, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges peuvent être saisis dans les conditions mentionnées aux articles R.2197-1 et R.2197-23 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif des règlements amiables des litiges ou des différends (CCRA)

Le CCRA compétent est celui de Versailles.

Il peut être saisi par le Pouvoir adjudicateur ou le Titulaire à l'occasion de différends liés à l'exécution d'un marché et notifie son avis, qui ne lie pas les parties, dans un délai de six (6) mois à compter de la saisine (articles [R.2197-1](#) et D.2197-22 du code de la commande publique).

La médiation des entreprises

Le Titulaire du marché ou le Pouvoir adjudicateur peut solliciter la médiation des entreprises (articles L.2197-4 et R.2197-24 du code de la commande publique), service national placé auprès du ministre de l'Economie, en vue de régler un conflit pendant la procédure de passation du marché, dans l'application d'une clause du contrat, dans le déroulement d'u marché public, lié à des retards de paiement, une rupture brutale du contrat ou une modification unilatérale du cahier des charges, etc.

La demande de médiation peut se faire via le lien suivant et reste un dispositif gratuit : [Contactez le médiateur des entreprises | economie.gouv.fr](#)

L'arbitrage

Le recours à l'arbitrage doit être décidé d'un commun accord entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché public (articles L.21976 et R.2197-25 du code de la commande publique). Il est loisible, pour les deux parties, de soumettre leurs litiges soit à un organisme qui possède un règlement d'arbitrage, soit à un ou des arbitres désignés par eux et de décider eux-mêmes des règles de l'arbitrage.

Article 22. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS À REMETTRE DURANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Les acomptes sont versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Pouvoir adjudicateur assure une vigilance concernant le respect par le Titulaire du marché de ses obligations fiscales et sociales.

Tous les documents administratifs listés au présent article sont remis par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur dans les délais indiqués. Cette remise peut se faire soit par mail, soit par voie postale.

En cas de non-respect de cette obligation par le Titulaire, après mise en demeure adressée par le Pouvoir adjudicateur restée infructueuse au plus tard à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires, il lui est appliquée une pénalité de 30 € par jour de retard et par document non remis.

Si malgré l'application de pénalités, le Titulaire ne s'est toujours pas conformé à son obligation, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

22.1 Documents à produire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du travail, doivent être produits, **tous les six (6) mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation de régularité sociale (attestation de vigilance URSSAF)	<ul style="list-style-type: none">Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale datant de moins de six mois.Si le Titulaire est établi à l'étranger, tout certificat équivalent, établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou de détachement.
Extrait KBIS ou équivalent	<ul style="list-style-type: none">Une preuve de l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.Si le Titulaire est établi à l'étranger, tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente dans son pays d'origine ou d'établissement.
Travailleurs étrangers	<ul style="list-style-type: none">Une liste nominative des salariés étrangers employés par le Titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. En application de l'article D.8254-2 du même code, cette liste précise pour chaque salarié y figurant, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.Pour les employeurs établis hors de France uniquement : La déclaration préalable de détachement établie en application de l'article R.1263-4 du code du travail. <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none">Si le Titulaire n'emploie pas de travailleurs étrangers, il fournit une attestation sur l'honneur de non-recours à des travailleurs étrangers.

22.2 Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution du marché

• Document	• Descriptif
• Attestation de régularité fiscale	<ul style="list-style-type: none">• Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales au dernier jour du mois précédant la demande d'attestation.• Si le Titulaire est établi à l'étranger, tout certificat équivalent, établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou de détachement.
• Assurances - Attestations	<ul style="list-style-type: none">• Le Titulaire remet la / les attestations d'assurance prouvant qu'il est garanti pour ses activités et risques professionnels au titre du présent marché.

22.3 Documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français

Dans l'hypothèse où le Titulaire et/ou un sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché est établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués au Maître d'Ouvrage, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou d'une absence de production de ces documents et renseignements, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire.

Article 23. DROIT ET LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 24. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du marché et de ses suites, les parties font élection de domicile :

- Le Pouvoir adjudicateur : à l'adresse du siège social
- Le Titulaire : à l'adresse indiquée à l'acte d'engagement ou, à défaut d'indication, à l'adresse du siège social de la société Titulaire du marché.

En cas de modification de domiciliation, la partie concernée informe l'autre par courrier recommandé avec demande d'avis de réception. À défaut, toute délivrance est valablement faite si elle l'a été à l'adresse susvisée.

Article 25. DEROGATION AU CCAG-FCS

L'article 5.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;

L'article 6.4.1 déroge à l'article 33 du CCAG-FCS ;

L'article 7.6.3 déroge aux articles 3.7.2, 28 et 29 du CCAG-FCS ;

L'article 7.6.6 déroge aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS ;

L'article 17.1 déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.